

# Quand la Chine évitait la « thérapie de choc »

[mediapart.fr/journal/international/110621/quand-la-chine-evitait-la-therapie-de-choc](https://mediapart.fr/journal/international/110621/quand-la-chine-evitait-la-therapie-de-choc)

## International

11 juin 2021 Par Romarc Godin

Dans un ouvrage paru récemment en anglais, une économiste revient sur les conditions de la renaissance du capitalisme en Chine dans les années 1980. Des débats qui portent encore d'importantes leçons pour aujourd'hui.

## Imprimer

C'est un des mystères les plus épais de l'histoire économique. Lorsque le régime soviétique est tombé, la Russie avait tous les atouts pour devenir une grande puissance économique, tandis que la Chine était encore un nain économique, largement dominé par l'agriculture. Or, en trois décennies, la Russie a connu un effondrement économique dont elle peine à se remettre, alors que la Chine a vécu une croissance inédite dans l'histoire, qui lui a permis de reprendre la place de puissance économique mondiale majeure qui était la sienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle.



Deng Xiaoping en 1987 © JOHN GIANNINI / AFP FILES / AFP

Le simple coût du travail n'est pas une explication suffisante. Investir en Russie était certes plus coûteux qu'investir en Chine, mais la productivité de l'outil industrie et de la main-d'œuvre y était plus élevée. Surtout, cet élément n'explique pas les trajectoires profondément divergentes des deux économies. En 2015, le revenu annuel moyen net

était inférieur à celui de 1991 pour 99 % des Russes, alors qu'il avait quadruplé en Chine sur la même période. En 2013, le revenu moyen chinois a dépassé son équivalent russe...

Cette énigme est au centre d'un ouvrage récemment publié en anglais aux éditions Routledge et rédigé par l'économiste allemande Isabella Weber, *How China Escaped Shock Therapy* (« *Comment la Chine a échappé à la thérapie du choc* »). La thèse défendue par Isabella Weber est que la divergence des thérapies entre la Russie et la Chine s'explique par des approches de politiques économiques divergentes.

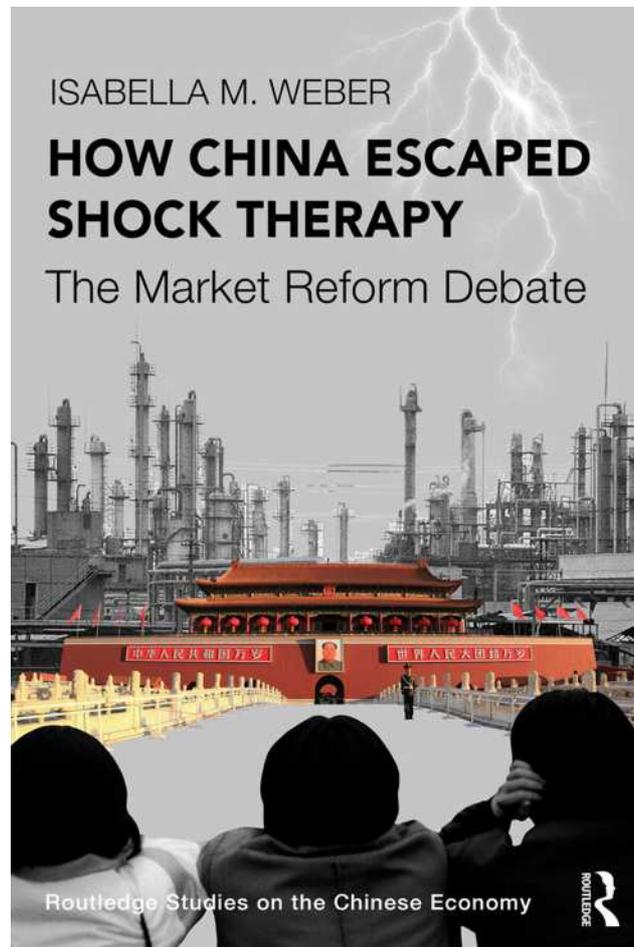
En Russie, les préconisations des économistes néolibéraux ont été suivies à la lettre. On a appliqué la « *théorie du choc* » : une libéralisation en une fois des prix, puis des privatisations massives et des politiques d'austérité pour reprendre le contrôle de l'inflation. Tout cela était parfaitement conforme aux théories dominantes qui voient dans le marché un « *mécanisme de prix* », comme le note l'auteur. Construire un marché, ce serait donc d'abord libéraliser les prix.

Mais la Chine a agi très différemment. Sa stratégie n'a pas été celle du « big bang », mais plutôt celle d'une construction progressive de marchés, sous la surveillance d'un État toujours présent. Les marchés ont été conçus comme des institutions. Pour les construire, il a donc été décidé de s'appuyer sur les « réalités institutionnelles données », de créer des entreprises capables d'agir sur ces marchés et de modeler *a priori* des forces capables de s'équilibrer. Autrement dit, la libéralisation des prix est alors, dans cette vision, non la première pierre mais l'achèvement de cette évolution. Une fois les conditions réunies, il devenait possible d'ouvrir les prix.

Isabella Weber décrit la voie chinoise comme progressive et pragmatique. La construction du capitalisme chinois s'est réalisée « *en allant des marges du vieux système industriel vers son cœur* ». La construction se fait alors en renforçant les fondations de ces marges pour avancer vers le reste de l'économie. La métaphore utilisée est celle de la construction d'un chemin de pierre pour traverser une rivière. Il faut d'abord consolider le chemin le plus proche pour avancer. L'idée est donc à la fois d'aller prudemment, progressivement et en prenant en compte la réalité présente.

Ce sont ces deux approches fondamentalement différentes qui expliquent, selon Isabella Weber, que la Russie ait connu une croissance faible et une inflation forte, et la Chine l'inverse. La République populaire a construit d'abord ses capacités productives, elle a donc créé les moyens de sa croissance en évitant d'emblée les risques d'excès de demande. Mais ce que montre le livre, c'est que ce choix chinois n'était pas acquis, mais qu'il a été le fruit d'intenses discussions politiques au sein de la bureaucratie chinoise.

C'est à une plongée dans ces réflexions aux cœurs de ces années 1980 qui sont la fabrique de la Chine moderne que nous invite l'autrice. Enrichi par des entretiens réalisés avec les différents acteurs, le livre est une mine pour qui s'intéresse à la préhistoire de notre époque.



© Routledge

L'intérêt de cette thèse est de ne pas « naturaliser » la voie chinoise en en faisant le simple produit d'une pseudo-« culture confucéenne », comme on l'entend souvent en Occident. Certes, la politique pragmatique choisie par Pékin s'inscrit clairement dans une tradition chinoise, celle décrite dans le chapitre 1 du *Guanzi*, un traité écrit entre les IV<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> siècles avant notre ère (traduit en français en 2011 aux éditions des Belles-Lettres sous le titre *Écrits de Maître Guan*) et qui promeut l'art de gouverner comme celui d'un équilibre entre ce qui est « lourd » (cher, rare et important) et ce qui est « léger » (bon marché, abondant et non essentiel). Le rôle du prince, selon le *Guanzi*, est d'utiliser ces forces contradictoires pour construire des équilibres en fonction des circonstances. C'est une théorie de l'intervention pondérée et pragmatique de l'État qui a fortement influencé les politiques chinoises.

Mais comme le signale Isabelle Weber, cette vision a toujours fait l'objet d'un débat dans l'histoire chinoise. Le pendant du *Guanzi* est ainsi *La Dispute sur le sel et le fer* (traduit en français aux éditions des Belles-Lettres en 2010) qui, précisément, rend compte d'un débat autour des monopoles de ces deux ressources. Face à ceux qui défendent ces monopoles pour, précisément, maîtriser les prix dans une logique d'équilibre issu du *Guanzi*, les lettrés, eux, défendent une vision statique et un retour à une société ancienne idéalisée où chacun serait à sa place et où l'État n'aurait ainsi pas à intervenir dans l'économie. Ce débat va traverser à plusieurs reprises l'histoire chinoise, jusqu'aux

années 1940, où les communistes, appliquant en partie les leçons du *Guanzi*, vont réussir à maîtriser une inflation devenue extrême en zone nationaliste, dominée par les conseillers anglo-étasuniens.

Dans les années 1980, ce débat est donc revivifié. Mais il est aussi complexifié par les apports de la science économique occidentale. Lorsque, après la mort de Mao en 1976, la Chine décide de recréer des marchés pour, selon l'obsession de Deng Xiaoping, « *réussir le rattrapage avec les économies occidentales* », elle s'ouvre aussi à la science économique, qu'elle soit capitaliste ou dans les pays socialistes. Et cette science lui propose aussi deux voies : celle de la maîtrise des prix par l'État en période de transformation et celle du big bang et de la thérapie du choc.

Au-delà de l'opposition classique entre John Kenneth Galbraith et Milton Friedman, le débat chinois est très fortement marqué par le débat au sein des pays socialistes entre les « socialistes de marché » et ceux qui continuent de défendre le maintien de la planification. Le livre montre combien les dissidents de l'Est, comme le Tchécoslovaque Ota Šik, ancien ministre des finances du Printemps de Prague, ou le Polonais Włodzimierz Brus, ont défendu l'option de la thérapie de choc et ont construit une influence durable sur ce débat.



© Les Belles-Lettres

Un autre élément du débat sera les réflexions sur les expériences passées. Quand les défenseurs de la méthode progressive mettaient en avant l'expérience de la stabilisation après 1949 ou de la gestion de l'après-guerre dans certains pays occidentaux, les partisans de la thérapie de choc, eux, s'appuyaient sur le mythe de la méthode Erhard, ce ministre des finances ouest-allemand d'après-guerre qui avait libéralisé l'économie. Peu importe que ce dernier ait dû finalement revenir sur une grande partie de ce big bang après de très sévères grèves, le mythe a eu un effet marqué sur une partie de la bureaucratie chinoise.

Alors que, dans un premier temps, les dirigeants chinois engagent une politique prudente et pragmatique, la pression des défenseurs de la théorie du choc va se faire de plus en plus forte à mesure que ces derniers gagnent de l'influence en Occident et que les conséquences de la marchandisation de la société chinoise se font sentir, notamment sur les prix et les inégalités. À deux reprises, la Chine a ainsi été à deux doigts de basculer dans le big bang en libéralisant d'un coup les prix.

Une première fois, en 1986, c'est une délégation en visite en Hongrie et en Yougoslavie qui empêche le basculement. La délégation fait savoir au premier ministre Zhao Ziyang que les dirigeants de ces pays mettent en garde contre une ouverture rapide pour la stabilité sociale. Le régime fait marche arrière, mais l'inflation accélère et, à l'été 1988, Deng Xiaoping, désormais acquis à la stratégie du choc, annonce des premières mesures de big bang sur les prix. La contestation sociale qui débouchera finalement sur le massacre de Tiananmen en juin 1989 éclate et force le pouvoir à faire marche arrière. Le Parti communiste chinois (PCC) semble avoir saisi que la voie pragmatique est la seule qui lui permettrait de maintenir à la fois la marchandisation de l'économie et la stabilité sociale capable de le maintenir au pouvoir.

Dès lors, c'est bien cette stratégie d'ouverture progressive qui sera choisie. Les prix seront libéralisés en 1992-93, mais la situation est très différente : les marchés sont construits et prêts à absorber le choc. *« L'impact relatif de ce big bang a été bien plus limité qu'il l'aurait été quelques années plus tôt »*, avance Isabella Weber. Surtout, l'économie chinoise va rester sous le contrôle de l'État. Le plan se modifie, mais il reste un instrument de gestion central. Les entreprises publiques vont très progressivement laisser la place aux entreprises privées. L'entrée de la Chine dans le capitalisme va se faire progressivement, à mesure que cette dernière devient l'atelier du monde puis une puissance économique à part entière. *« La Chine a grandi dans le capitalisme sans perdre le contrôle sur son économie nationale »*, résume et conclut Isabella Weber.